

ISSN : 1859-512X

Laboratoire d'Étude et de Recherche en Philosophie,
Culture, Communication et Société (LERPHICCS)



NAZARI

REVUE AFRICAINE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES SOCIALES

Revue semestrielle, numéro 009

Volume 1 : Philosophie

Décembre 2019

ISSN : 1859-512X

NAZARI
REVUE AFRICAINE DE PHILOSOPHIE ET DE
SCIENCES SOCIALES

Revue semestrielle, numéro 009
Volume 1 : Philosophie
Décembre 2019

**Numéro 009 - Volume 1 (Philosophie)
Décembre 2019**

NAZARI

REVUE AFRICAINE DE PHILOSOPHIE ET DE SCIENCES SOCIALES

Directeur de publication : Moussa HAMIDOU TALIBI, Maître de conférences

Rédacteur en chef : Alio MAHAMAN, Maître de conférences

Rédacteur en chef adjoint : Aboubacar ZAKARI, Maître de conférences

Conseil scientifique

Prof. Souleymane Bachir DIAGNE, Columbia University ; Prof. Jean-Luc AKA-EVY, Université Marien Ngouabi de Brazzaville ; Prof. Yaovi AKAKPO, Université de Lomé ; Prof. Mahamadé SAVADOGO, Université de Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo ; Prof. Essè AMOUZOU, Université de Lomé ; Prof. Boureima AMADOU, Université Abdou Moumouni de Niamey ; Prof. Boubacar YAMBA, Université Abdou Moumouni ; Prof. Maikoréma ZAKARI, Université Abdou Moumouni ; Prof. Mahaman Sanoussi TIDJANI ALOU, Université Abdou Moumouni ; Prof. Mounkaïla Abdo Laouali SERKI, Université Abdou Moumouni.

Comité de lecture

Prof. Daniel PAYOT, Université de Strasbourg ; Prof. Paulin HOUNSOUNON-TOLIN, Université d'Abomey-Calavi ; Prof. Ibrahim BOUZOU MOUSSA, Université Abdou Moumouni ; Prof. Thierry Armand C. EZOUA, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody ; Prof. Edinam KOLA, Université de Lomé ; Prof. Mounkaïla Abdo Laouali SERKI, Université Abdou Moumouni ; Auguste NSONSISSA (MC), Université Marien Ngouabi de Brazzaville ; Komi KOUVON (MC), Université de Lomé ; Mamadou DAGRA (MC), Université Abdou Moumouni ; Modibo COULIBALY (MC), Université Abdou Moumouni ; Mounkaïla HAROUNA, Université Abdou Moumouni ; Alio MAHAMAN (MC), Université Abdou Moumouni ; Maman WAZIRI MATO (MC), Université Abdou Moumouni ; Maman Nafiou MALAM MAMAN (MC), Université Abdou Moumouni ; Moussa HAMIDOU TALIBI (MC), Université Abdou Moumouni.

Comité de rédaction

Adaré NA-BALLA, Université Abdou Moumouni ; Mohamed Moctar ABDOURAHAMANE, Université Abdou Moumouni ; Mawusse Kpakpo AKUE ADOTEVI, Université de Lomé ; Hassane HAMADOU, Université Abdou Moumouni ; Issaka TAFFA GUISSO, Université Abdou Moumouni ; Barao MADOUGOU, Université de Zinder ; Abdoulaye HOTTO, Université Abdou Moumouni ; Harouna MADDOU, Université de Zinder ; Williams Fulbert YOGNO TABEKO, Université de Maroua ; Tanimoune MAMAN DAN IRO, Université Abdou Moumouni ; Boukar IDI, Université Abdou Moumouni ; Garba OUMAROU, Université de Zinder ; Moussa MOUMOUNI, Université Abdou Moumouni ; Salifou BOUBÉ YACOUBA, Université de Rennes 2 ; Mamane Sani IBRAH, Université Abdou Moumouni ; Nassirou IDI OUNFANA, Université Abdou Moumouni ; Nouhou ALILOU, Université Abdou Moumouni ; Mamane ISSOUFOU, Université Abdou Moumouni ; Aboubacar ISSA SEIDI, Université Abdou Moumouni.

P.A.O. : Mme Halima IDRISSE SEYNI

Illustration de couverture : *Réflexion*, œuvre picturale de l'artiste polyvalent Ali GARBA, Espace « Les Tréteaux », Niamey

<p>Contact : Laboratoire LERPHICCS, Université Abdou Moumouni BP 418 Niamey (Niger) ♦ E-mail : labo.lerphiccs@gmail.com Tél. bureau : (+227) 20-31-56-90/Mobile : (+227) 96-11-59-08</p>

CONSIGNES AUX AUTEURS

Nazari, Revue africaine de Philosophie et de Sciences sociales, est une publication scientifique semestrielle du Laboratoire d'Étude et de Recherche en Philosophie, Culture, Communication et Société (LERPHICCS) de l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger). Elle reçoit des propositions d'article provenant de la philosophie et des sciences sociales sans exclusive.

Le nom *Nazari* choisi pour désigner la revue est un mot *hausa* qui signifie « étude », mais aussi « réflexion », c'est-à-dire l'activité permanente du penseur. *Nazari, Revue africaine de Philosophie et de Sciences sociales* publie des numéros *varia* et des numéros thématiques, mais également des actes de colloques ou des résultats des recherches conduites par le laboratoire LERPHICCS et/ou par les structures partenaires.

Toute proposition d'article à soumettre à la revue *Nazari* doit nécessairement avoir une problématique claire, originale et pertinente, se conformer aux *Normes d'édition des revues de lettres et sciences humaines dans le système CAMES (NORCAMES/LSH)*, être rédigée en français et comporter entre 5.000 et 7.000 mots. Sur chaque proposition d'article, doivent figurer les éléments suivants : prénom(s) et nom exacts de l'auteur (ou des auteurs le cas échéant) ; la spécialité ; l'institution d'attache ; l'adresse électronique ; un résumé en dix (10) lignes maximum (en français, puis sa traduction en anglais) ; cinq (5) mots-clés.

Pour les illustrations (photos, tableaux, diagrammes, figures, etc.) la largeur maximale autorisée est de 11,5 cm.

Les références des citations sont intégrées au texte. Par exemple :
Y. Akakpo (2016, p. 107) souligne que « l'Etat est tenu, tout à la fois, de mettre à profit le pouvoir politique de l'économie et de construire sa légitimité et sa puissance souveraine autour des causes influentes et des catégories sociales qui les portent. »

Lorsque la citation fait plus de trois lignes, il faut la renvoyer à la ligne suivante, observer un retrait de 1 cm et réduire l'interligne. Par exemple :
L'apport de Marx à Popper est loin d'être anecdotique, comme l'écrit S. P. Guèye (2000, p. 73) :

l'anti-marxisme de Popper ne nous semble pourtant pas sans appel. Il s'accompagne même parfois d'authentiques témoignages de sympathie et de la reconnaissance de certains mérites importants de la pensée de Marx, voire d'une dette personnelle à l'égard de celle-ci.

Seules font l'objet de notes infrapaginales, selon une numérotation continue, les notes explicatives, les sources historiques et les indications relatives à des informations orales.

Les références bibliographiques ne comportent que les documents effectivement cités dans le texte ; elles sont classées par ordre alphabétique des noms des auteurs. Par exemple :

Références bibliographiques

AKAKPO Yaovi, 2019, *Le technocolonialisme. Agir sous une tension essentielle*, Paris, L'Harmattan, collection « Etudes africaines ».

BANYWESIZE MUKAMBILWA Emmanuel, 2015, « Interculturalité et vivre-ensemble en Afrique. Reprendre une question par l'épistémologie complexe », in *Nunya. Philosophie, patrimoine scientifique et technique*, n°3, Lomé, p. 99-123.

CHARLIER Jean-Emile, CROCHÉ Sarah & NDOYE Abdoul Karim, 2009, *Les universités africaines francophones face au LMD. Les effets du processus de Bologne sur l'enseignement supérieur au-delà des frontières de l'Europe*, Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia.

CAPELLE-DUMONT Philippe & DIAGNE Souleymane Bachir, 2016, *Philosopher en Islam et en christianisme*, Entretiens recueillis par Damien Le Guay, Paris, Cerf.

GUEYE Sémou Pathé, 2000, *Faillibilisme épistémologique et réformisme libéral. Popper critique de Marx*, Dakar, Presses Universitaires de Dakar.

HAUTBOIS Xavier, 2012, « Des considérations esthétiques dans la pensée scientifique », in *Alliage*, N°70, Nice, [En ligne] <http://revel.unice.fr/alliage.index.html?id=4064>, consulté le 16 août 2016.

Les propositions d'article sont à envoyer par courriel, uniquement en version WORD, à l'adresse électronique labo.lerphiccs@gmail.com.

Le comité de rédaction

SOMMAIRE

NAZARI N°009 - *Volume 1 (Philosophie)*, décembre 2019

Komi KOUVON, « Développement intégral, bien commun et engagement ».....	9
Ekoué FOLIKOUE, « État souverain et conception du pouvoir politique en Afrique : L'urgence d'une déconstruction pour une refondation politique ».....	25
Bantchin NAPAKOU, « Traditions et problématique du droit de l'environnement ».....	41
Souglouman BAMPINI & Essonam BINI, « Capabilités et développement de l'Afrique noire ».....	61
Issaka YAMEOGO, « Nietzsche et le leadership ».....	79
Coulibaly TOHOTANGA, « Regard sur le scepticisme chez Kant et Duhem ».....	95
Marie Jeanne Adjoua KONAN-DIOMANDE, « Esquisse d'une théorie d'une nouvelle forme de politique sociale ».....	109
Ouandé Armand REGNIMA, « Penser la sexualité à l'ère de la robotisation d'éros : fracture et enjeux en contexte socio-culturel africain ».....	129
Angba Martin AMON, « Confiance institutionnelle et citoyenneté : les carences systémiques de la démocratie en Afrique ».....	147
Emery Raoul Loba DAGAUD, « L'Afrique et le choix de la violence comme catalyseur de liberté ».....	163
Daniel Chifolo FOFANA, « Critique des droits de l'homme à la lumière d'Hannah Arendt ».....	183
Thomas KOUASSI N'GOH, « Platon, précurseur du féminisme : le statut militaire et politique de la femme dans la cité idéale ».....	201
Barnabé DENON, « Le problème du mal dans la cosmogonie africaine : une analyse du phénomène de la sorcellerie et son impact sur le développement ».....	219
Bernard Yao KOUASSI, « L'anarchisme méthodologique de Paul Feyerabend : Un rejet de la rationalité scientifique ? ».....	231
Gbomené Hilaire KANON, « Nature et mimesis chez max Horkheimer : Pour une perspective écomimétique ».....	249

Geoffroy BOTOYIYE, « Savants universitaires à l'épreuve des savoirs endogènes ».....	267
Alain Corneille TOWOU, « Le malaise du discours philosophique à travers son histoire contemporaine ».....	283
Guillaume Gaston NGUEMBA, « Traditions africaines et médiation des conflits : réflexion sur les juridictions de la parole ».....	297
Adama MARICO, « Le statut de l'imitation dans les pensées esthétiques de Platon et de Plotin ».....	315
Mahamane ASSANE & Dailidji Christian ASSOGBA, « Prévenir les radicalisations dans nos sociétés ».....	331
Kalifa Matial DRABO, « Démocratie et politique ».....	353
NOTES DE LECTURE.....	369
Issa AHAMADOU HAMAGÉ, « <i>Le technocolonialisme. Agir sous une tension essentielle</i> de Y. Akakpo ».....	371
Garba OUMAROU, « <i>Art, État et société</i> de M. A. L. Serki ».....	375
Issaka TAFFA GUISSO, « <i>Communication ou différend. Le grand débat Habermas-Lyotard</i> de G. Oumarou ».....	377

SAVANTS UNIVERSITAIRES À L'ÉPREUVE DES SAVOIRS ENDOGENES

Geoffroy BOTOYIYE
Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
E-mail : botoyiye@hotmail.com

Résumé : De plus en plus la situation des savoirs endogènes inquiète et préoccupe les chercheurs. Cette inquiétude grandissante ne suffit pas encore pour tirer les savoirs de leur léthargie et améliorer leur situation. Cette réflexion cherche de quelle nouvelle manière lier les savoirs endogènes à l'activité féconde de production dans les nouveaux lieux du savoir. On peut la traduire comme une invite adressée aux nouveaux lieux de production du savoir pour orienter l'activité de recherche et de production vers des alternatives nouvelles qui favorisent l'émergence de savoirs enracinés dans les réalités du continent. La réflexion visera à bien identifier l'enjeu du rapport à établir entre les traditions de connaissances endogènes à promouvoir et le savoir occidental moderne. *In fine*, il s'agira d'identifier ce que peut apporter en retour aux sociétés traditionnelles le système des savoirs modernes d'une culture dominante, après s'être longtemps nourri des données empiriques exogènes. Cette tâche, nous semble-t-il devra s'ancrer au cœur des curricula de formation au sein des instances africaines de recherche.

Mots-clés : Inventaire des savoirs, réappropriation des universités, validation des savoirs endogènes, savoir moderne, société de l'oralité, lieux de savoir.

Abstract: The endogenous knowledges worry and concern more and more scholars. This growing of anxiety is not sufficient to shake knowledge out of its lethargy and improve its situation. Intension researches what new way can link the endogenous knowledges to the fertile activities through new places of knowledge. People can interpret it as an invitation addressed to new places of knowledge production for orientating research activities and production towards the new alternatives that encourage knowledge emergences entrenched in the continent realities. This project aims at identifying relation issue to establish between endogenous traditional knowledge to promote and the modern overseas knowledge. *In fine*, it is the matter of identify what the traditional communities can receive from the modern knowledge of a dominating system culture, after being feeding for long time of empiric endogenous data. This task seems to be fixed in the core of the training program inside of the African research institutes.

Keywords: Knowledge inventory; university reappropriations, endogenous knowledge validations, modern knowledge, orality community, knowledge place.

Introduction

Les sociétés de l'oralité détiennent un système incommensurable de corpus de connaissances utiles à la résolution des problèmes existentiels. En Afrique noire en particulier, comme dans les communautés du Sud en général, la relation établie à l'issue du contact avec l'Occident a plus enrichi les dynamiques culturelles du Nord au détriment des cultures du Sud. Dans le domaine précis des connaissances, les « savoirs endogènes¹ » propres aux sociétés de l'oralité, en dépit de leur rigoureuse maîtrise, ne reçoivent aucune reconnaissance officielle à côté des savoirs modernes. La rationalité en vogue dans la culture dominante interdit de voir dans ces savoirs une quelconque similitude avec la connaissance scientifique.

Plutôt que d'être intégrés dans une dynamique d'échange et d'enrichissement mutuel, les savoirs endogènes abandonnés à eux-mêmes s'enlisent dans une progressive dégradation, condamnés de ce fait à disparaître à côté des savoirs modernes qui poursuivent leur évolution à la faveur des techniques nouvelles de communication.

Ayant fait ce constat, la question est de savoir que faire pour ne pas se satisfaire d'une telle relation informelle et déséquilibrée qui laisse se désagréger des savoirs et savoir-faire venus du fond des âges et qui recèlent encore, sans nul doute, des trésors utiles pour le progrès du genre humain.

Cette tâche, nous semble-t-il, devra s'ancrer au cœur des curricula de formation au sein des instances africaines de recherche. De toute urgence, on se penchera sur ce qui pourrait être mis en chantier dans les universités ou nouveaux lieux du savoir africains. Simultanément, on visera à rétablir un nouveau rapport entre les deux traditions de savoirs en présence afin d'identifier ce que peut apporter en retour aux sociétés traditionnelles le

¹ Nous suivons en cela le titre d'un ouvrage collectif publié sous la direction de P. J. HOUNTONDJI, *Les savoirs endogènes. Pistes pour une recherche*, CODESRIA, 1994. On verra dans l'introduction du livre les raisons qui font préférer l'expression « savoir endogène » à l'expression plus courante « savoir traditionnel ».

système des savoirs modernes qui s'est longtemps nourri des données empiriques exogènes.

1. De l'inventaire général des savoirs à la constitution d'une base référentielle de l'esprit

Référons-nous, pour en tirer leçon, à l'expérience des savants modernes occidentaux qui ont eu à s'engager eux-aussi sur le chantier de l'investigation pour sauver les savoirs endogènes à l'intérieur de leur société.

Leibniz, en son temps, en appelait de tous ses vœux à l'établissement d'un rapport particulier entre le savoir moderne et les savoir-faire dont on pouvait disposer par l'oralité. Il avait en effet observé que les progrès réalisés dans les arts mécaniques étaient en partie inconnus des hommes cultivés. Les artisans ignoraient ce qu'on pouvait faire de leurs expériences, comme les savants théoriciens ne pouvaient imaginer que certaines de leurs préoccupations avaient déjà trouvé une solution dans les savoir-faire des praticiens. Dans son *Discours touchant la méthode de la certitude et l'art d'inventer*, on peut lire :

Les connaissances non écrites et non codifiées, disséminées parmi les hommes qui mènent des activités techniques de toute sorte, dépassent de très loin, en qualité et en importance, tout ce qui est écrit dans les livres. La meilleure part du trésor dont dispose l'espèce humaine n'a pas été encore enregistrée. Par ailleurs, il n'existe aucun art si méprisable qu'il ne puisse offrir des observations et des matériaux de première importance pour la science. [...] si un seul de ces arts devait être perdu, toutes nos bibliothèques ne pourraient remédier à une telle perte. (<http://fr.wikisource.org>)

Paolo Rossi (1999, p. 72) avait bien compris ce que le savant mettait en jeu : « *Mettre par écrit* les procédés des artisans et des techniciens apparut pour Leibniz comme l'une des tâches les plus urgentes de la nouvelle culture ». Pour la science à venir, les savoirs et les techniques anciens devaient constituer une première base référentielle pour l'esprit. Car il y a chez « les chasseurs, les pêcheurs, les mariniers, les marchands, les voyageurs et même les jeux tant d'adresse que de hasard fournissent de quoi augmenter considérablement les sciences utiles. Il y a jusque dans les exercices des enfants ce qui pourrait arrêter le plus grand Mathématicien ». (Leibniz, <http://fr.wikisource.org>)

Ce qu'il faudrait pour faire progresser la connaissance est « l'inventaire général de toutes les connaissances qui se trouvent déjà parmi les hommes » (Ibidem). Mais il faut trouver, selon le philosophe savant, la meilleure « méthode de bien enregistrer les faits », pour « faire le plus de comparaisons qu'on peut et des indices les plus exacts, les plus particularisés et les plus diversifiés qu'il est possible » (Ibidem), parce que les savoirs pratiques non écrits ne sont « dans le fond qu'une autre théorie plus composée et plus particulière » (Ibidem) que les théories déjà connues des savants. L'enjeu poursuivi par Leibniz dans ce *Discours*, et qu'il présentait comme un devoir d'une extrême urgence était de dresser un inventaire livresque des savoirs et de l'information sur la production des artisans. Cette tâche représentait à ses yeux « le plus précieux patrimoine du genre humain ».

Une telle prise de conscience s'était établie grâce à la nouvelle conception émergente du savoir de l'époque de la Renaissance fondé sur la raison et l'expérience, qui tournait le dos à l'autorité de la tradition, et recherchait à se construire sur les observations, les expériences, les preuves, puis la critique. Le rapport entre l'ancien et le nouveau s'inscrit dans un contexte ambigu qui ne récuse pas seulement l'imitation et la répétition passive, mais paraît recouvrir un sens nouveau. Désormais, il s'agit moins de restaurer ou de restituer un savoir du passé, mais de produire du neuf. Du point de vue des savants du siècle, le savoir cessa d'être objet de rumination, un dépôt originel dont il faut se souvenir, voire reconstituer et transmettre en l'état à la postérité. Le savoir doit être une œuvre qui porte en lui le progrès, et qui évolue sans cesse. Le signal donné par Francis Bacon (F. Waquet, 2004, p. 280) influença tout le paysage intellectuel et s'imposa à tous : « La science doit être tirée de la lumière de la nature, elle ne doit pas être retirée de l'obscurité de l'Antiquité. Ce qui est important, ce n'est pas ce qui a été fait. Il faut voir ce qui reste à faire. »

Diderot exprimait la même préoccupation dans *Le Prospectus* de 1750. Pour contribuer au progrès du savoir il fut nécessaire de faire trésor du patrimoine passé. On se donna la peine, rapporta-t-il, d'aller dans les ateliers interroger les artisans, d'écrire sous leur dictée, de développer leur pensée, d'en tirer les termes propres à leurs professions, d'en dresser des tables, de les définir.

Un sage qui meurt en Afrique serait une bibliothèque qui brûle², nous avait dit Hampaté Bâ ; aussi vindicatif que les savants du début de la Modernité à ce propos. Les connaissances et les pratiques léguées par les ancêtres sont menacées de disparition. Si l'humanité souhaite en tirer profit, il faut commencer par « coucher sur papier » le trésor culturel, enseignait-il en joignant lui-même l'acte à la parole.

Pour ces hommes illustres, les savoir-faire des anciens représentent une base référentielle pour la recherche et le progrès. L'explorateur du savoir ne devra laisser aucun champ inexploré.

Soulignons au passage que la situation n'est plus pareille en Occident, même si elle persiste toujours dans les pays du Sud. Ici il nous faut rechercher les conditions idoines par lesquelles les savoirs ancestraux puissent conquérir leur titre de connaissance scientifique et objective. Pour cela, il appartient aux nouveaux savants d'inventer une politique du progrès.

Traduite dans les termes stratégiques que nous impose le contexte actuel de l'économie du savoir, cette quête devient préoccupante. Sous ce prisme, elle se laisse entendre plus clairement à travers de nombreux questionnements : comment démarginaliser les savoirs et savoir-faire endogènes ? Comment aller au-delà de la coexistence conflictuelle de traditions parallèles pour organiser entre elles des échanges féconds, et intégrer l'héritage traditionnel au mouvement de la recherche vivante ? Comment réussir à penser en termes modernes les faits avérés incompréhensibles, hétéroclites et inassimilables pour la forme de rationalité

² En 1960, lors de la première Conférence générale de l'UNESCO à laquelle participent tous les pays africains nouvellement indépendants A. H. BÂ prononce cette phrase dont voici le texte exact : "En Afrique, chaque vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle." Il peut y avoir à redire à ce propos. En réalité tous les vieillards ne sont pas détenteurs de savoir. Il s'agit certainement d'une exagération volontaire de l'auteur pour renforcer une idée. En un sens, il est vrai qu'en Afrique on retrouve toujours l'idée que ce qui est ancien a plus de valeur que ce qui est récent, jeune. Mais à regarder de plus près, dans les cultures orales où il n'y a pas d'archive, et du fait de la perte précoce de la mémoire, les anciens cèdent très tôt cette fonction de gardien des mœurs à la génération de leur fils. C'est souvent à l'aîné des fils (*Vigan* dans la culture Ajà-Fon au Bénin et au Togo) qu'entoure une équipe que revient la charge. Comme l'indique expressément l'article de l'historien béninois A. F. IROKO dans la revue *Afrique et Histoire* dans les années 1980 : "Les personnes âgées n'ont jamais eu en Afrique le monopole de la tradition.". Cependant, et c'est une particularité, tout ce que l'on sait vient des anciens, parce que l'âge confère légitimité et autorité.

aujourd'hui dominante ? Fondamentalement, comment accroître le savoir des systèmes endogènes ?

2. À la recherche de la validation des savoirs endogènes

D'un certain point de vue, le passage à l'écriture des civilisations de l'oralité³ peut affermir les traditions de connaissance et de pensée implicites. En effet, s'éveillant à une tradition écrite, les connaissances de tradition orale recevront le traitement en vigueur dans les démarches du savoir moderne, ou selon les termes de Leibniz, elles devront être soumises à « la méthode de la certitude ou de l'art de démontrer ». Ainsi pourront-elles amorcer leur première mutation : de connaissances implicites elles se transformeront en connaissances explicites, expérimentales et contrôlées.

Si nous avons pu argumenter que le passage à l'écriture conditionne la mutation des cultures de l'oralité, l'écriture sans être une condition suffisante se présente comme une première étape pour rendre explicite. Or, l'explicite facilite l'accès aux exigences de la connaissance scientifique.

Reconnaissons que des efforts considérables sont faits pour multiplier les structures de recherche sur le continent. Si le vide au niveau des structures ou institutions est progressivement comblé, les questions de la marginalité et de l'extraversion des activités dans ces institutions du savoir restent entières. L'endogène n'occupe pas une place centrale dans la recherche, dont les acteurs restent le plus souvent préoccupés par la captation des ressources étrangères, et sont orientés vers l'exécution de programme classiques. Le monde universitaire africain, pour ainsi dire, est inféodé à la production occidentale de la science et à ses applications technologiques dans les divers domaines. Aussi Paulin Hountondji peut-il conclure que « l'intégration au processus mondial de production des connaissances a ainsi pour effet de marginaliser les savoirs anciens, voire, dans le pire des cas, de les refouler hors du souvenir des peuples qui les ont, à un moment donné, produits » (<http://humboldt-foundation.de/de/netzwerk/veranstaltung/doc/hountondji.doc/>, consulté le 08 janvier 2007.)

³ L'expression « Civilisation de l'oralité » nous vient de M. HOUIS (1971) chapitre II p. 46.

René Devisch (2003, p. 125) a pu diagnostiquer que la recherche en Afrique souffre du « danger de dollarisation » au risque de se détourner complètement des intérêts des communautés locales. L'illustration d'un enseignement supérieur extraverti et peu soucieux, dans les faits, du progrès des savoirs locaux est assez répandue et fait école. Ainsi, très peu de langues africaines ou du Sud peuvent se prévaloir d'un dictionnaire unilingue. Pourtant, elles ont fait l'objet de très nombreuses études et thèses qui n'ont presque jamais abouti à des outils à l'usage des autochtones locuteurs de ces langues. Et si l'on n'y prend garde, reprend Devisch (2003, p. 125), cette situation, qui semble s'éterniser, tend à prendre le pas sur les rares efforts faits par quelques universitaires africains pour orienter leur recherche sur les épistémologies endogènes et les savoirs pratiques locaux.

L'incapacité dans laquelle se trouvent les chercheurs africains à encadrer leurs propres cultures constitue la véritable indigence de la recherche scientifique en Afrique.

Au-delà de l'extraversion dénoncée, ce qui fait défaut se trouve être la volonté des acteurs actuels pour une prise à bras le corps des actions qui orientent les programmes de recherche vers cet objectif qui consacre la valorisation des savoirs endogènes. Les nuisances et rivalités inutiles de toute sorte constituent les obstacles entre autres majeurs qui fragilisent constamment les initiatives au sein de même laboratoire. Les savants africains et du Sud doivent, dans leurs démarches politiques, se réappropriier les institutions de recherche.

Il nous faudra nous interroger sur l'impact des lieux actuels de production des connaissances que représentent de nos jours l'université, son système de formation et de recherche, puis redéfinir les conditions d'une recherche durable dans un contexte renouvelé où l'enseignement supérieur peut jouer un rôle moteur dans le projet de valorisation des savoirs endogènes.

La compréhension que nous avons de nos sociétés et des mécanismes qui s'y développent reste insuffisante dans la mesure où tant d'objets d'étude n'ont pas franchi le seuil des nouveaux lieux de savoir. Or, jusqu'ici les universités africaines ne semblent que très peu se préoccuper des savoirs traditionnels ou endogènes. Elles ont manqué de remplir leur fonction première, celle d'ouvrir les sociétés endogènes à la modernité, fonction que

Balandier (1995, p. 15) appelait « une *Renaissance modernisante*⁴ » et qui aurait consisté à faire surgir des savoirs reçus de la culture ambiante une science objective. Leur statut d'appendice des structures de recherche occidentales empêche d'initier des programmes originaux, de sorte que la question essentielle concernant la possibilité ou non d'une compatibilité culturelle entre le projet des universités érigé sur le modèle occidental, d'une part, et les épistémologies endogènes africaines avec leur ontologie spécifique, d'autre part, reste sans réponse, si elle n'est pas carrément occultée ou disqualifiée.

En outre, l'accès au marché du savoir devient de plus en plus difficile dans un contexte de "restructuration" où les Etats africains semblent engagés à réduire les dépenses de la recherche. Tandis que l'Afrique traverse une crise sans précédent qui nécessite de repenser les tâches de ses universitaires et l'avenir de ses structures, les gouvernants sont dessaisis du pouvoir de décision sur les questions de financement de l'enseignement supérieur au profit des institutions étrangères et de la Banque mondiale notamment qui, depuis quelques années, a pris le contrôle des institutions de transmission et de production du savoir sur le continent. Cette mesure d'ajustement imposée aux universités africaines conduit à l'impasse dans le contexte de la crise. Elle accentue l'extraversion d'un système incapable de survivre et aggrave la marginalisation de l'Afrique dans le système mondial des connaissances. Dans ces universités fragilisées, la recherche tend à disparaître avec les besoins réels liés aux attentes locales.

Face à l'impasse, il convient que les hommes et les femmes souvent formés dans les universités occidentales parviennent à bien identifier l'enjeu du rapport qui doit s'établir entre l'enseignement et la culture endogène et soient invités à repenser puis articuler leur double héritage. Les Africains doivent donc se réapproprier leur université s'ils tiennent à être présents autrement sur la scène internationale.

Ce qui est ici en jeu, c'est de découvrir comment participer à la gestion de l'économie du savoir. Il y a donc lieu de « refaire l'université africaine » (J.-M. Ela, 2000, p. 10) et d'y susciter l'émergence d'acteurs du développement, c'est-à-dire redécouvrir la nécessité de l'ancrage des

⁴ En gras dans le texte.

structures de la recherche dans le contexte africain, pour qu'elle redevienne le lieu d'adoption et d'émergence de tout le potentiel des connaissances endogènes. La conférence de Balandier (1995, p. 15) partageant son expérience des communautés scientifiques dans les pays en développement est sur ce point stimulante :

Ce qui importe, dit-il, c'est de devenir créateur de connaissances et pas seulement utilisateur de savoirs et dispositifs instrumentaux reçus d'ailleurs, importés. [...] Il s'agit de tirer des pratiques empiriques et des savoirs qui les accompagnent ce qu'ils comportent d'éléments scientifiques, *traitables selon les conventions actuelles de la science*.

Or, les institutions de recherches du Sud sont restées fidèles à leur état initial, tel qu'hérité des administrations coloniales. Les universités africaines se sont révélées inadaptées aux exigences du développement de l'Afrique. Comme le regrettent les chercheurs eux-mêmes :

Par leurs activités de recherche et de formation à la recherche, les universités implantées sur le continent noir par la colonisation n'ont pas apporté l'appui escompté à la croissance économique, ni au développement social, culturel et politique. Elles n'ont pas non plus contribué à améliorer le sort des communautés rurales qui pratiquent encore la culture et l'élevage avec les moyens les plus rudimentaires (F. Affa'a, Th. Des Lierres, 2000, p. 17)

Nous sommes donc en face d'un système qui, sans être exagérément pessimiste, se caractérise par son très grand éloignement des besoins de son milieu et une plus grande condescendance encore vis-à-vis des pratiques et connaissances endogènes en vigueur dans la vie quotidienne.

Affa'a et Des Lierres (2000, p. 21) iront jusqu'à dire : « Il n'est pas sûr non plus que l'université en Afrique soit vraiment à la hauteur de ses autres rôles sociaux qui découlent des fonctions de création et d'adaptation des connaissances, de formation à la recherche, de conseil et de services à la collectivité. »

L'université, en Afrique, doit aussi bien s'imprégner de la culture endogène que de la culture moderne occidentale pour réussir à mettre en place un système de recherche stimulateur du développement qui rapproche progressivement les savoirs théoriques aux valeurs, croyances et savoir-faire endogènes. Le champ des possibilités est vaste et excède les quelques illustrations souvent évoquées touchant les savoir-faire paysans, les ressources en pharmacopée, la prise en charge de certaines maladies incurables par la médecine moderne, etc.

La solution à ce problème de l'inadaptation du système universitaire de la recherche réside donc dans la réorientation de la mission à assigner aux structures de formation et de recherche qui doivent intégrer l'environnement physique, humain et intellectuel africain. À cette fin, la refonte en profondeur des structures existantes, à défaut d'en créer d'autres, et l'accompagnement de l'expertise éclairée sont nécessaires. C'est ce que proposent F. Affa'a et Th. Des Lierres (2000, p. 27) :

La réforme des universités existantes tout comme la création de nouvelles universités, menées suivant les règles de l'art, devraient aboutir à la conception, à la planification, à la mise en œuvre de programmes d'études et de recherche qui répondent aux besoins de la société. [...] La coopération avec les pays qui maîtrisent le changement organisationnel, le développement curriculaire, la planification et la gestion stratégiques peut être d'une grande utilité pour accompagner les universitaires africains dans ces démarches. Ces pays offrent des modèles où les techniques mises au point dans ces spécialités des sciences de l'administration et des sciences de l'éducation ont fait leurs preuves. Alors pourquoi ne pas s'inspirer de ces modèles et accepter l'accompagnement de ceux qui les ont établis ? Pourquoi ne pas s'ouvrir à un accompagnement, pour autant que celui-ci est assorti de la disposition à partager le savoir, à transférer le savoir-faire et à s'ouvrir aux besoins spécifiques d'autres cultures ?

Ce qui paraît incompréhensible est que les études en vue d'augmenter la connaissance des systèmes de pensée ou autres phénomènes liés à l'Afrique se concentrent plus à l'étranger que sur le continent. Les questions fondamentales relatives à la connaissance de nos réalités sociales doivent nous obliger à réorganiser le champ du savoir. La recherche en Afrique doit se montrer suffisamment attentive aux valeurs spirituelles profondes du patrimoine culturel. Dès lors que l'on ne considère pas les savoirs des cultures endogènes comme ascientifiques, opposés à la construction et l'exploitation technoscientifique du réel :

Il est temps d'aborder enfin les questions de fond en soumettant l'enseignement supérieur à l'épreuve d'une société dont il faut comprendre les structures et les logiques, les attitudes et les comportements, les mythes, les rêves et les fantasmes, les contradictions et les conflits, les explosions et les violences, les acteurs et les stratégies. Il nous faut cerner de près le réel et l'imaginaire, l'officiel et l'officieux, le banal et le quotidien. (J-M. ELA, 2000, p. 142).

Les universités africaines doivent pouvoir accomplir une fonction qui émancipe et protège les cultures africaines. Elles doivent pouvoir hisser la tradition endogène au niveau de la culture moderne.

Par conséquent, les nouveaux lieux du savoir, universités, instituts et laboratoires doivent s'employer à ancrer la tradition intellectuelle occidentale dans les cultures africaines afin d'y développer les outils méthodologiques de clarification conceptuelle nécessaire pour la saisie expérimentale de la réalité empirique manifeste au plan physique. Mieux encore, il pourrait revenir aux savants africains la responsabilité d'introduire les connaissances scientifiques par la vulgarisation dans les politiques et législations des différents pays.

3. Pour une vie de laboratoire

Ce qui importe, c'est l'ouverture des communautés endogènes à une activité rationnelle critique et authentique, car valoriser les savoirs endogènes signifie leur donner une place au laboratoire.

A la dimension de ce que suggéraient des esprits bien éclairés de la communauté traditionnelle, il faut « pousser » les savoirs endogènes au laboratoire sans le moindre préjugé sur leur nature scientifique ou non. Là-bas, ils apporteront, par eux-mêmes, la preuve ou non des hypothèses élaborées qui les y introduisent. Voilà ce qui distingue notre discours des approches ethnosciences qui opèrent encore sur le terrain de l'idéologique.

La science explique, énumère les conditions objectives dans lesquelles un phénomène décrit se réalise ou se reproduit ; possibilité que n'offrirait pas l'ethnoscience, ni d'ailleurs les autres initiatives de valorisation des savoirs endogènes. Dans leur perspective, cette démarche scientifique était occultée. On se contente d'affirmer, de faire de la présomption scientifique sur des sujets sans en apporter vraiment les preuves théoriques objectives. Ainsi consentent-elles à l'enfermement des savoirs dans le cercle de la non-évolution. Or, nous savons que la voie royale d'accès à la science se trouve dans ce qu'il convient d'appeler la tradition de recherche à l'intérieur de laquelle les grandes transformations conceptuelles se produisent, et où par déplacements dans la façon de penser des chercheurs se dessinent les pistes du progrès.

Pour qu'il en soit ainsi, les savoirs endogènes doivent se mettre en attente de réélaboration comme furent par le passé les savoirs et savoir-faire européens à l'avènement de la modernité (Th. Kuhn, 1990 p. 80-81).

De manière plus explicite, les *Lieux de savoir*⁵ sont infinis mais ne se valent pas. Parmi tous les lieux de savoir possibles et imaginables il convient de donner sa place à ce que nous avons jusqu'ici nommé « laboratoire ».

Il faut entendre par laboratoire non seulement un espace d'expérimentation typique des sciences exactes et appliquées, mais aussi un centre de recherche animé par des groupes de personnes, relevant même des sciences humaines, ayant à leur disposition des instruments de travail variés allant du crayon, du papier, des livres aux éprouvettes, microscopes, ordinateurs et autres accessoires, etc., puis internet aujourd'hui pour conduire une démonstration scientifique et prendre note de leurs expériences. On ne peut isoler ces instruments des procédures intellectuelles qu'ils rendent possible. C'est pourquoi Bruno Latour (1996, p. 23-46) pense que le centre de calcul et la bibliothèque sont des archétypes du laboratoire en tant qu'ils sont des lieux de concentration d'inscriptions commensurables les unes avec les autres. C'est un lieu d'échange, le lieu de déploiement de l'outillage mental, où une chaîne d'instruments produit des graphiques, dont le chercheur est le porte-parole. S'il évoque en notre esprit un lieu géographique, il faut aussi le représenter comme un réseau, un système de recherche vivant et animé où se font des démonstrations de phénomènes reconstitués. Le procès de l'expérimentation intègre la prise de note et autres outils graphiques. L'écrit demeure présent dans ce monde d'appareil et de montage de faits scientifiques. Bruno Latour et Steve Woolgar (1998) expliqueront que le laboratoire ou centre de recherche est un « système d'inscription littéraire »⁶.

⁵ Cf. Ch. JACOB (dir.), 2007. Ce livre offre un large panorama des manières dont à travers les âges et les cultures les hommes ont produit, validé, sauvegardé et transmis des savoirs. L'éclairage qu'il apporte à l'issue d'une anthropologie historique des pratiques et des traditions de savoir donne à penser que les gestes et les instruments des savants, les dynamiques de formation et de fonctionnement des communautés de savants sont infinis, ne se valent pas, mais préparent la voie à différentes configurations de savoir, dont le savoir contemporain.

⁶ B. Latour et Steve Woolgar conduisirent une étude de terrain sur la "la production des faits scientifiques" dans un laboratoire de neuroendocrinologie de l'Institut Salk de San Diogo et furent surpris, en rentrant dans ce lieu supposé abrité des machines et d'instruments, par l'"omniprésence" de la masse de papiers écrits et imprimés au point de caractériser le laboratoire comme un « système d'inscription littéraire ». Cf. *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*, Paris, la Découverte, 1988.

Il y a une exigence d'universalité, et nous devons éviter de prendre hâtivement les systèmes de pensée collective du fait qu'ils existent et correspondent à des logiques propres, comme des connaissances scientifiques. Il faut les reconnaître comme faits de culture et rechercher comment ils peuvent contribuer à produire des normes universelles. C'est pourquoi l'expression *ethnoscience*, aussi paradoxale qu'elle soit, ressemble plus à une consécration métathéorique. La science produit des normes valables pour tous, les lois de la pensée sont pareilles pour tous. Il ne saurait en exister qui soient propres à des groupes humains distincts. Les lois de la logique, pour penser comme Husserl, ne sont pas des lois de la pensée humaine, mais des lois de la pensée en général. Les lois physiques et mathématiques ne sont pas valables pour l'homme ou pour l'ethnie pris individuellement ; elles s'imposent à tout être pensant en général.

Ce qui importe, c'est l'ouverture des communautés endogènes à une activité rationnelle critique. En ce sens, les propos de Hountondji (2004, p. 99-100) restent d'actualité :

C'est une telle pensée qu'il nous faut développer aujourd'hui dans nos universités et centres de recherche, pour imaginer le possible au-delà du réel, faire en sorte que les platitudes du présent ne deviennent pas mesure de toute chose mais soient elles-mêmes mesurées, relativisées, remises à leur juste place, ordonnées et subordonnées à d'autres exigences, confrontées à des normes qui nous poussent en avant et nous arrachent au conformisme et à la résignation.

Il devient nécessaire que surgissent des centres de recherche qui se penchent sur les problèmes endogènes de l'Afrique. Le développement souhaité pour ce continent adviendra avec la mutation des sociétés traditionnelles en « sociétés du savoir ». Cette entreprise incombe aux intellectuels africains dont la responsabilité doit être, à en croire Hountondji (1977, p. 36), « de créer un milieu dans lequel les problèmes les plus divers pourront être débattus librement, et où ces discussions pourront être non moins librement enregistrées, diffusées grâce à l'écriture, pour être soumises à l'appréciation de tous. »

Conclusion

L'exclusion et la marginalisation caractérisent à une certaine échelle les relations épistémologiques entre les savoirs des civilisations de l'écriture

et ceux des civilisations de l'oralité dans la mesure où ces derniers ne font pas une entrée officielle dans les institutions de recherche modernes.

La prise en charge des savoirs endogènes par les savants doit se présenter comme la vocation principale des structures de recherche sur le continent. Ainsi que le proposait F. Eboussi Boulaga dans *La crise du Muntu*, cette production pour soi de la recherche en Afrique doit aussi « se constituer pour autrui », c'est-à-dire « se montrer universel, intelligible et accessible à tous » (1977, p. 226). Ceci d'autant plus que l'Afrique doit prouver, par sa contribution actuelle au savoir mondial, sa part dans l'héritage du savoir universel.

L'une des façons originales de le faire serait d'étendre les projets de recherche jusqu'aux détenteurs des savoirs et des savoir-faire locaux et leur donner l'occasion de jouer leur partition dans les programmes de recherche, afin d'atteindre les lieux de production et de conservation des savoirs locaux.

Références bibliographiques

- AFFA'A Félix-Marie, DES LIERRES Thérèse, 2000, *L'Afrique noire face à sa laborieuse appropriation de l'université*, Paris, L'Harmattan.
- BALANDIER Georges, 1995, « Science transférée, science partagée », WAAST R. (dir.), *Les sciences hors d'Occident au XXe siècle*, Vol. 1, Les conférences : Paris, ORSTOM Éditions.
- DEVISCH René, 2003, « Les sciences et les savoirs endogènes en Afrique noire. Perspectives anthropologiques », NAHAVANDI F. (dir.), *Repenser le développement et la coopération internationale. Etat des savoirs universitaires*, Paris, Éditions Karthala, p.109-134.
- EBOUSSI-BOULAGA Fabien, 1977, *La crise du Muntu. Authenticité africaine et philosophie*, Paris, Présence Africaine.
- ELA Jean-Marc, 1994, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines*, Paris, L'Harmattan.
- ELA Jean-Marc, 2000, « Refaire ou ajuster l'université africaine », Préface, AFFA'A F.-M, DES LIERRES Th., *L'Afrique noire face à sa laborieuse appropriation de l'université*, Paris, L'Harmattan.
- HOUIS Maurice, 1971, *Anthropologie linguistique de l'Afrique noire*, Paris, PUF.

- HOUNTONDI Paulin J., « Le monde comme il va, la science comme elle va : La coopération germano-africaine dans une nouvelle perspective. »
<http://humboldt-foundation.de/de/netzwerk/veranstalt/doc/hountondji.doc>
consulté le 08 janvier 2007/
- HOUNTONDI Paulin J., (dir.), 1994, *Les savoirs endogènes. Pistes pour une recherche*, Dakar, CODESRIA.
- JACOB Christian (dir.), 2007, *Lieux de savoir. Espaces et communautés*, Paris, Albin Michel.
- KUHN Thomas S., *La tension essentielle. Tradition et changement dans les sciences*, Paris, Gallimard, 1990.
- LATOUR Bruno, WOOLGAR Steve, 1988, *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte.
- LATOUR Bruno, 1996, « Ces réseaux que la raison ignore : laboratoires, bibliothèques, collections », BARATIN M. et JACOB Ch. (dir.), *Le pouvoir des bibliothèques*, Paris, Albin Michel.
- LEIBNIZ Gottfried W., *Discours touchant la méthode de la certitude et de l'art d'inventer pour finir les disputes et pour faire en peu de temps de grands progrès*, (entre août 1688 et octobre 1690. <<http://fr.wikisource.org>>, consulté le 18 octobre 2004.
- NAHAVANDI F. (dir.), 2003, *Repenser le développement et la coopération internationale. Etat des savoirs universitaires*, Paris, Éditions Karthala.
- ROSSI Paolo, 1999, *La naissance de la science moderne en Europe*, Paris, Seuil.
- WAQUET Françoise, 2004, « Conserver le savoir à l'époque classique », SUPLOT A. (dir.), *Tisser le lien social*, Paris, Maison des sciences de l'homme, p. 275-285.